

Les syndicats CGT,FO,SUD après avoir réuni des dizaines de salariés des EHPAD, tous statuts confondus appellent à un rassemblement des agents et salariés le 26 mars à 14h00 devant la Préfecture de Maine et Loire

Toutes et tous s'accordent sur la même revendication, en exigeant pour tous et dans toutes les structures le versement de la prime grand âge, comme pour les 183 euros du Ségur de la santé. C'est incontournable pour rendre attractif le travail en EHPAD, les conditions de travail sont à tel point dégradées quelles sont largement aussi importante que la question des salaires.

Si la crise COVID a de nouveau mis en lumière les difficultés du secteur, que ce soit en institution comme dans le maintien à domicile, c'est malheureusement le cas à chaque événement dramatique, que ce soit caniculaire, épidémique ou lors des gripes annuelles quand faute de personnel les décès se multiplient !

Alors que depuis des années les pouvoirs publics annoncent de mission en mission et de plan grand âge en plan grand âge des lendemains qui chantent, malheureusement rien ne bouge !

Ni les effectifs, ni les capacités financières des établissements n'évoluent favorablement, pire les effets de la COVID risquent d'entraîner de nouvelles difficultés budgétaires, donc des investissements moindres, une augmentation de la précarité, et une stagnation, voire une baisse des effectifs

Si on devait rentrer dans les détails, il faudrait évoquer le manque de formation, les glissements de tâches perpétuels, les temps partiels imposés, les statuts et conventions collectives peu ou mal appliqués, les instances représentatives souvent traitées comme subsidiaires, et on pourrait en rajouter... !

Que dire encore sur le reste à charge (2 euros prélevés sur leurs remboursements de sécu) que subissent les agents qui sont testés pour le covid, alors que ce sont les établissements qui en imposent la réalisation !

Au total, parce que ces conditions de travail, de rémunération rendent insupportable le travail en EHPAD, ce sont finalement les résidents qui finissent par en faire les frais ! les personnels considèrent qu'ils sont maltraitant dès l'instant où ils ne peuvent pas prendre en charge correctement les résidents!

Pour toutes ces raisons, les agents et syndicats réunis ce jour ont décidé de préparer la mobilisation du secteur, et préparent une initiative départementale en Mars. Ils s'adressent à tous leurs collègues de tous les établissements pour organiser une manifestation départementale le 26 mars en direction de la Préfecture, représentant de l'Etat et de sa politique.